

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 février 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi
du 20 décembre 2002
relatif (*sic*) au recouvrement amiable
des dettes du consommateur,
en vue de lutter contre les abus**

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT
N^{os} 66.858/1 ET 66.859/1
DU 24 JANVIER 2020**

Voir:

Doc 55 0267/ (S.E. 2019):

- 001: Proposition de loi de M. Patrick Prévot et consorts.
- 002: Amendements.
- 003: Rapport.
- 004: Texte adopté par la commission.
- 005: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 februari 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet
van 20 december 2002
betreffende de minnelijke invordering
van schulden van de consument,
teneinde misbruiken tegen te gaan**

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
NRS. 66.858/1 EN 66.859/1
VAN 24 JANUARI 2020**

Zie:

Doc 55 0267/ (B.Z. 2019):

- 001: Wetsvoorstel van de heer Patrick Prévot c.s.
- 002: Amendementen.
- 003: Verslag.
- 004: Tekst aangenomen door de commissie.
- 005: Amendementen.

01472

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Le 20 décembre 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur

— une proposition de loi 'portant des dispositions diverses relatives au paiement de la facture et modifiant la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur' (66.858/1);

— des amendements sur la proposition de loi 'portant des dispositions diverses relatives au paiement de la facture et modifiant la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur' (66.859/1).

La proposition a été examinée par la première chambre le 16 janvier 2020. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'État, Michel TISON et Johan PUT, assesseurs, et Annemie GOOSSENS, greffier.

Le rapport a été présenté par Barbara SPEYBROUCK, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 janvier 2020.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DE LA PROPOSITION DE LOI ET DES AMENDEMENTS

2. La proposition de loi (66.858/1) soumise pour avis a essentiellement pour objet d'éviter l'augmentation disproportionnée des dettes qu'un paiement tardif de facture peut générer et entend lutter contre un certain nombre d'abus qui se sont produits par le passé à cet égard dans le cadre de l'application de la loi du 20 décembre 2002 'relati[ve] au recouvrement amiable des dettes du consommateur'.

¹ S'agissant d'une proposition de loi et d'amendements y relatifs, on entend par "fondement juridique" la conformité avec les normes supérieures.

Op 20 december 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over

— een wetsvoorstel 'houdende diverse bepalingen met betrekking tot de betaling van de factuur en tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument' (66.858/1);

— amendementen op het wetsvoorstel 'houdende diverse bepalingen met betrekking tot de betaling van de factuur en tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument' (66.859/1).

Het voorstel is door de eerste kamer onderzocht op 16 januari 2020. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Johan PUT, assessoren, en Annemie GOOSSENS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Barbara SPEYBROUCK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 januari 2020.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond,¹ alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET WETSVOORSTEL EN DE AMENDEMENTEN

2. Het om advies voorgelegde wetsvoorstel (66.858/1) beoogt in essentie de onevenredige verhoging van de schuld te voorkomen waarmee een laattijdige betaling van een factuur kan gepaard gaan en beoogt een aantal misbruiken tegen te gaan die zich op dat vlak naar aanleiding van de toepassing van de wet van 20 december 2002 'betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument' in het verleden hebben voorgedaan.

¹ Aangezien het gaat om een wetsvoorstel en erop betrekking hebbende amendementen wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

La proposition de loi est structurée conformément aux objectifs précités en ce sens que l'élément prépondérant du dispositif qui y figure est concentré d'une part, dans les dispositions concernant le paiement d'une facture par un consommateur à une entreprise (titre 2) et, d'autre part, dans une série de modifications apportées à la loi du 20 décembre 2002 précitée (titre 3).

Le champ d'application de la réglementation proposée est large, en ce sens qu'il concerne tous les paiements de dettes par un consommateur à une entreprise (article 2, alinéa 1^{er}), telles que ces notions sont définies à l'article 3 de la proposition. En outre, le Roi est habilité à rendre les dispositions proposées applicables à d'autres personnes que des entreprises, lorsqu'elles traitent avec des consommateurs (article 2, alinéa 2).

Dans l'hypothèse où des frais sont portés en compte pour des factures qui ne sont pas payées à temps – les "frais de recouvrement" –, ceux-ci ne peuvent excéder les coûts réels. Le total des frais portés en compte pour le recouvrement amiable d'un montant non payé ne peut excéder les montants maximaux fixés dans la proposition de loi, qui font l'objet d'une indexation annuelle et qui comprennent les frais éventuels d'une tierce partie qui est associée au recouvrement amiable. Il est prévu d'interdire les clauses pénales (article 4, § 1^{er}). Le juge peut déroger aux restrictions définies à l'article 4, § 1^{er}, lorsque l'entreprise démontre que son préjudice est supérieur (article 4, § 2). Lorsque les conditions contractuelles le prévoient, l'entreprise peut porter en compte des intérêts de retard, étant entendu que la proposition de loi dispose que le taux d'intérêt porté en compte ne peut excéder le taux d'intérêt légal majoré d'un coefficient de dix pour cent et que les intérêts de retard ne peuvent commencer à courir qu'à partir d'une date déterminée (article 4, § 3). Le Roi peut, de façon générale ou pour certains secteurs, fixer d'autres montants maximaux pour les frais de recouvrement; il peut également modifier le pourcentage du coefficient prévu à l'article 4, § 3, en ce qui concerne les intérêts de retard (article 4, § 4).

Les délais relatifs à l'envoi et au paiement de la facture sont fixés d'une manière plus uniforme et les entreprises sont obligées de confirmer par écrit tout ce qu'elles conviennent avec le consommateur par rapport aux factures (articles 5 à 7). Les frais susceptibles d'être portés en compte à la suite de la procédure de rappel sont soumis à des règles plus strictes fondées sur le principe de la gratuité du premier rappel de paiement. Ce dernier doit contenir un nombre minimal de données, définies dans la proposition de loi. Fait notamment partie de ces données la mention du délai dont dispose le consommateur pour effectuer le paiement, sans que des frais supplémentaires lui soient portés en compte; le délai concerné ne peut en aucun cas être inférieur à dix jours calendrier après la date limite d'expédition du rappel de paiement (article 8). La charge de la preuve du respect des dispositions relatives au paiement de la facture incombe à l'entreprise (article 9).

De opbouw van het wetsvoorstel sluit aan bij de voornoemde doelstellingen in die zin dat het zwaartepunt van de erin opgenomen regeling gesitueerd is in, eensdeels, de bepalingen betreffende de betaling van een factuur door een consument aan een onderneming (titel 2) en, anderdeels, een aantal wijzigingen die worden aangebracht in de genoemde wet van 20 december 2002 (titel 3).

Het toepassingsgebied van de voorgestelde regeling is breed in die zin dat het alle betalingen van schulden betreft door een consument aan een onderneming (artikel 2, eerste lid), zoals deze begrippen worden omschreven in artikel 3 van het voorstel. Aan de Koning wordt daarenboven de bevoegdheid verleend om de voorgestelde bepalingen van toepassing te verklaren op andere personen dan ondernemingen, wanneer zij handelen met consumenten (artikel 2, tweede lid).

Ingeval kosten worden aangerekend voor niet tijdig betaalde facturen – de zogeheten "invorderingskosten" – mogen deze kosten niet meer bedragen dan de werkelijke kostprijs. Het totaal van de kosten die in rekening worden gebracht voor de minnelijke invordering van een niet betaald bedrag mag niet hoger liggen dan de in het wetsvoorstel bepaalde maximumbedragen die jaarlijks worden geïndexeerd en waarin de eventuele kosten van een derde partij die betrokken is bij de minnelijke invordering zijn begrepen. Er wordt voorzien in een verbod van schade- of strafbeding (artikel 4, § 1). De rechter kan afwijken van de in artikel 4, § 1, omschreven beperkingen wanneer de onderneming bewijst dat haar schade hoger ligt (artikel 4, § 2). De onderneming kan, wanneer daarin wordt voorzien in de contractuele voorwaarden, verwijlrenten aanrekenen met dien verstande dat in het wetsvoorstel wordt bepaald dat de aangerekende rentevoet niet hoger mag liggen dan de wettelijke rentevoet vermeerderd met een coëfficiënt van tien procent en de verwijlrenten maar vanaf een bepaalde datum mogen beginnen lopen (artikel 4, § 3). De Koning kan, op algemene wijze of voor bepaalde sectoren, andere maximale bedragen vaststellen voor de invorderingskosten; ook kan hij het percentage wijzigen van de coëfficiënt die in artikel 4, § 3, wordt bepaald op het vlak van de verwijlrenten (artikel 4, § 4).

De termijnen betreffende de verzending en de betaling van de factuur worden op een meer uniforme wijze vastgelegd en ondernemingen worden ertoe verplicht om elke afspraak met de consument in verband met de facturen schriftelijk te bevestigen (artikelen 5 tot 7). De kosten die naar aanleiding van de herinneringsprocedure kunnen worden aangerekend, worden aan meer strikte regels onderworpen waarbij wordt uitgegaan van het principe van de kosteloosheid van de eerste betalingsherinnering. Deze laatste dient een minimaal aantal gegevens te bevatten zoals die in het wetsvoorstel worden omschreven. Tot die gegevens behoort onder meer de vermelding van de termijn waarover de consument beschikt om de betaling uit te voeren, zonder dat hem bijkomende kosten in rekening zullen worden gebracht; de betrokken termijn mag in geen geval korter zijn dan tien kalenderdagen na de uiterste verzenddatum van de betalingsherinnering (artikel 8). De bewijslast inzake de naleving van de bepalingen met betrekking tot het betalen van de factuur wordt bij de onderneming gelegd (artikel 9).

Les modifications proposées quant à la loi du 20 décembre 2002 ont, pour partie, un caractère technique et, pour partie, un caractère lié davantage au fond. En ce qui concerne cette dernière catégorie de modifications, il y a lieu de mentionner le fait que les articles 9 à 13 de la loi sont notamment rendus applicables aux huissiers de justice et aux avocats qui exercent une activité de recouvrement amiable, de sorte que, comme tel est le cas pour les sociétés de recouvrement, le règlement de l'action en cessation et le contrôle par l'Inspection économique sont applicables (article 10). L'usage de signes représentatifs leur est également interdit lorsqu'ils agissent en la qualité concernée (article 11).

La loi précise que la personne exerçant une activité de recouvrement amiable de dettes ne peut demander le paiement de frais et d'intérêts de retard qui ne satisfont pas aux dispositions correspondantes de la proposition de loi soumise ce jour pour avis (article 13) et qu'il ne peut être procédé à une mise en demeure qu'après l'expiration du délai mentionné dans le rappel de paiement visé à l'article 8 de la proposition de loi (article 14, 1^o). Dans les conditions mentionnées dans la proposition de loi, d'autres mesures de recouvrement amiable de la dette ne peuvent être prises lorsque le débiteur a sollicité un plan d'apurement ou initié une demande de médiation ou demandé un accompagnement budgétaire (article 14, 2^o). Les données du premier rappel de paiement doivent être reproduites dans la mise en demeure (article 15). Les dispositions relatives à la visite à domicile dans le cadre d'une activité de recouvrement amiable de dettes sont remplacées (article 16). Le Roi est habilité à fixer le modèle et le contenu de la mise en demeure et d'un certain nombre d'autres documents (article 17). Il est également confirmé dans la loi du 20 décembre 2002 que l'entreprise exerçant une activité de recouvrement amiable de dettes confirme par écrit tout ce qu'elle convient avec le consommateur par rapport aux factures (article 18).

La proposition de loi contient par ailleurs un certain nombre de dispositions concernant la recherche, la constatation et la poursuite d'infractions aux dispositions proposées relatives au paiement des factures par les fonctionnaires commissionnés par le ministre qui a l'Économie dans ses attributions (articles 22 à 27) et au secret professionnel de ces fonctionnaires (article 28).

L'intention est de faire entrer en vigueur la réglementation proposée "le premier jour du quatrième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*" (article 29).

3. Les amendements n^{os} 5 à 17 à la proposition de loi dont il est question au point 2 font l'objet de la demande d'avis 66.859/1 et concernent des dispositions disparates de cette proposition, comme celles relatives au délai minimum pour le paiement de la facture (amendement n^o 5), au délai minimum pour l'envoi de la facture (amendement n^o 6), à la date d'entrée en vigueur (amendements n^{os} 7 et 8), au champ d'application (amendements n^{os} 9, 16 et 17), à l'établissement et au délai d'envoi de la facture (amendement n^o 10), au principe de la gratuité du premier rappel de paiement (amendement n^o 11), à l'usage de symboles professionnels

De voorgestelde wijzigingen in de wet van 20 december 2002 zijn deels van technische aard en hebben deels een meer inhoudelijk karakter. Wat deze laatste categorie wijzigingen betreft, valt onder meer melding te maken van het gegeven dat de artikelen 9 tot 13 van de wet mede van toepassing worden verklaard op de gerechtsdeurwaarders en de advocaten die een minnelijke invorderingsactiviteit uitoefenen zodat, zoals voor de incassobedrijven het geval is, de regeling van de vordering tot staking en het toezicht door de Economische Inspectie toepasselijk wordt (artikel 10). Ook wordt hen het gebruik van representatieve tekens verboden wanneer zij in de betrokken hoedanigheid optreden (artikel 11).

Er wordt geëxpliciteerd in de wet dat de persoon die een activiteit van minnelijke invordering van schulden verricht, geen betaling van kosten en verwijlrenten mag vragen die niet voldoen aan de desbetreffende bepalingen van het heden om advies voorgelegde wetsvoorstel (artikel 13) en dat er slechts mag worden overgegaan tot een ingebrekestelling nadat de termijn vermeld in de betalingsherinnering bedoeld in artikel 8 van het wetsvoorstel is verstreken (artikel 14, 1^o). Er mogen onder de in het wetsvoorstel vermelde voorwaarden geen verdere maatregelen tot minnelijke invordering van de schuld worden genomen wanneer de schuldenaar om een afbetalingsplan heeft verzocht of een schuldbemiddeling dan wel budgetbegeleiding heeft aangevraagd (artikel 14, 2^o). De gegevens van de eerste betalingsherinnering moeten worden opgenomen in de ingebrekestelling (artikel 15). De bepalingen inzake het huisbezoek in het kader van een activiteit van minnelijke invordering van schulden worden vervangen (artikel 16). Aan de Koning wordt de bevoegdheid verleend om het model en de inhoud te bepalen van de ingebrekestelling en een aantal andere documenten (artikel 17). Er wordt ook in de wet van 20 december 2002 bevestigd dat de onderneming die een activiteit van minnelijke invordering van schulden uitoefent, elke afspraak met de consument in verband met de facturen, schriftelijk moet bevestigen (artikel 18).

Het wetsvoorstel bevat tevens een aantal bepalingen met betrekking tot de opsporing, de vaststelling en de vervolging van inbreuken op de voorgestelde bepalingen betreffende de betaling van de facturen door de ambtenaren die worden aangesteld door de minister bevoegd voor Economie (artikelen 22 tot 27) en met betrekking tot het beroepsgeheim van die ambtenaren (artikel 28).

Het is de bedoeling om de voorgestelde regeling in werking te laten treden "de eerste dag van de vierde maand na die waarin ze is bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*" (artikel 29).

3. De amendementen nrs. 5 tot 17 op het sub 2 beschreven wetsvoorstel maken het voorwerp uit van adviesaanvraag 66.859/1 en hebben betrekking op uiteenlopende bepalingen van dat voorstel, zoals die inzake de minimumtermijn voor de betaling van de factuur (amendement nr. 5), de minimumtermijn voor de verzending van de factuur (amendement nr. 6), de datum van inwerkingtreding (amendementen nrs. 7 en 8), het toepassingsgebied (amendementen nrs. 9, 16 en 17), de opmaak en de termijn van verzending van de factuur (amendement nr. 10), het principe van de kosteloosheid van de eerste betalingsherinnering (amendement nr. 11), het gebruik

représentatifs (amendement n° 12), au délai de réponse à la demande de médiation de dettes ou d'accompagnement budgétaire (amendement n° 13) et à l'instauration d'une évaluation de la loi (amendements n°s 14 et 15).

EXAMEN DE LA PROPOSITION DE LOI (66.858/1)

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

4.1. L'intention qui préside à la proposition de loi est de lutter contre une augmentation de l'endettement des consommateurs au cas où ces derniers ne parviennent pas à payer leurs factures dans les délais. L'objectif est en outre de mettre fin à certains abus qui se sont produits par le passé dans le cadre du recouvrement amiable des dettes du consommateur. Afin de réaliser ces objectifs en matière de protection du consommateur, la proposition de loi contient des règles plus strictes sur le plan, notamment, de l'envoi de factures après la date de la facture, du délai minimal dont un consommateur dispose pour payer une facture, du rappel de paiement sans frais en cas de paiement tardif de la facture, du délai minimal dans lequel il peut être question d'une mise en demeure d'un consommateur ou de tout autre acte de recouvrement, du délai minimal dont le consommateur doit ensuite disposer pour encore effectuer le paiement et du moment à partir duquel des intérêts de retard éventuels peuvent commencer à courir et du taux d'intérêt maximal qui peut être appliqué à cet effet. La charge de la preuve du respect des règles y afférentes incombe à l'entreprise.

La réglementation ainsi proposée a une portée générale en ce sens qu'elle s'applique dès qu'une entreprise établit une facture pour un consommateur, les notions de "consommateur" et d'"entreprise" devant être interprétées de manière extensive, ainsi qu'il ressort des définitions reproduites à l'article 3, 1° et 2°, de la proposition de loi. La réglementation proposée s'applique d'une manière générale "au paiement de dettes par le consommateur à une entreprise" et le Roi peut encore étendre son champ d'application à "d'autres personnes que des entreprises, lorsqu'elles traitent avec des consommateurs".

Il va de soi que le législateur peut attribuer à ces règles plus strictes en matière de paiement des factures une finalité appropriée visant une meilleure protection des consommateurs. Il n'en reste pas moins qu'il doit le faire dans le respect d'un certain nombre d'éléments prioritaires.

4.2. Ainsi convient-il tout d'abord de se demander si la réglementation proposée – et les motifs visant une meilleure protection des consommateurs qui la sous-tendent – est compatible dans tous ses éléments avec le principe de la liberté du commerce et de l'industrie, également dénommée la "liberté d'entreprendre".

La loi du 28 février 2013 'introduisant le Code de droit économique' a inséré dans le Code de droit économique un article II.3 qui a abrogé le "décret d'Allarde des 2-17 mars 1791". Conformément à l'article II.4 du code précité, la liberté d'entreprendre doit s'exercer "dans le respect des traités internationaux en vigueur en Belgique, du cadre normatif général

van representatieve beroepstekens (amendement nr. 12), de termijn om te antwoorden op de vraag tot schuldbemiddeling of budgetbegeleiding (amendement nr. 13) en het invoeren van een wetsevaluatie (amendementen nrs. 14 en 15).

ONDERZOEK VAN HET WETSVORSTEL (66.858/1)

VOORAFGAANDE OPMERKING

4.1. Aan het wetsvoorstel ligt de bedoeling ten grondslag om een verhoging van de schuldenlast van consumenten tegen te gaan in geval deze er niet in slagen om tijdig hun facturen te betalen. Tevens wordt beoogd om bepaalde misbruiken ongedaan te maken die zich in het verleden in het kader van de minnelijke invordering van schulden van de consument hebben voorgedaan. Om deze doelstellingen inzake bescherming van de consument te realiseren bevat het wetsvoorstel striktere regels op het vlak van onder meer de toezending van facturen na factuurdatum, de minimale termijn waarover een consument beschikt om een factuur te betalen, de kosteloze betalingsherinnering in geval van niet-tijdige betaling van de factuur, de minimumtermijn waarbinnen van een ingebrekestelling van een consument of enige andere handeling tot invordering sprake kan zijn, de minimumtijd waarover de consument vervolgens dient te beschikken om alsnog de betaling uit te voeren en het ogenblik vanaf wanneer eventuele verwijlrenten kunnen beginnen lopen en welke maximale rentevoet daarbij mag worden gehanteerd. De bewijslast inzake het naleven van de desbetreffende regels ligt bij de onderneming.

De aldus voorgestelde regeling heeft een algemene draagwijdte in die zin dat zij toepasselijk is van zodra een onderneming een factuur opmaakt voor een consument, waarbij de begrippen "consument" en "onderneming" in ruime zin moeten worden uitgelegd, zoals blijkt uit de definities die worden weergegeven in artikel 3, 1° en 2°, van het wetsvoorstel. De voorgestelde regeling is in algemene zin van toepassing "op de betaling van schulden door een consument aan een onderneming" en door de Koning kan het toepassingsgebied ervan nog worden verruimd tot "andere personen dan ondernemingen, wanneer zij handelen met consumenten".

Aan de striktere regels inzake het betalen van facturen kan door de wetgever uiteraard een oorbare finaliteit van betere consumentenbescherming worden toebedeeld. Niettemin dient de wetgever dit te doen met inachtneming van een aantal aandachtspunten.

4.2. Zo dient om te beginnen de vraag te worden gesteld of de voorgestelde regeling – met de eraan ten grondslag liggende motieven van een betere consumentenbescherming – in al haar onderdelen te verenigen valt met het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid, ook de "vrijheid van ondernemen" genoemd.

Bij de wet van 28 februari 2013 'tot invoering van een Wetboek van economisch recht' werd in het Wetboek van economisch recht een artikel II.3 ingevoegd dat het zogenaamde decreet d'Allarde van 2-17 maart 1791 heeft opgeheven. De vrijheid van ondernemen moet overeenkomstig artikel II.4 van het voornoemde wetboek worden uitgeoefend

de l'union économique et de l'unité monétaire tel qu'établi par ou en vertu des traités internationaux et de la loi". La liberté d'entreprendre doit dès lors être lue en combinaison avec les dispositions applicables du droit de l'Union européenne, ainsi qu'avec l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Enfin, la liberté d'entreprendre est également garantie par l'article 16 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

La Cour constitutionnelle a déjà observé que la liberté d'entreprendre ne peut être conçue comme une liberté absolue et qu'elle ne fait pas obstacle à ce que le législateur règle l'activité économique des personnes et des entreprises. Selon la Cour, le législateur n'interviendrait de manière déraisonnable que s'il limitait la liberté d'entreprendre sans aucune nécessité ou si cette limitation était disproportionnée au but poursuivi².

Il apparaît au Conseil d'État, section de législation, que – pour se conformer au point de vue précité de la Cour constitutionnelle – il peut se justifier que le législateur élabore des mesures permettant de lutter contre un surendettement et des abus lors du recouvrement amiable de dettes du consommateur et que, dans cette optique, la réglementation proposée se résume, dans une plus ou moins grande mesure, à une atténuation nécessaire de la liberté d'entreprendre.

Pour le Conseil d'État, section de législation, il apparaît moins évident que cette atténuation puisse également être considérée comme proportionnée aux objectifs qui sous-tendent la proposition de loi, compte tenu de la portée générale de la réglementation proposée qui s'applique en principe à toutes les entreprises et à tous les consommateurs dès qu'une facture est établie. Ce faisant, la réglementation proposée excède en effet la protection de la catégorie de consommateurs qui, pour des raisons diverses, la précarité pouvant en être une, est confrontée tout particulièrement à des retards de paiement. En d'autres termes, la question est de savoir si la réglementation proposée n'est pas plutôt destinée à prévoir une protection particulière pour une certaine catégorie de consommateurs, auquel cas se pose alors la question de savoir s'il faut vraiment prévoir une réglementation à ce point générale qu'elle concerne – dans tous ses aspects – toutes les catégories de consommateurs et confronte toutes les entreprises à des obligations plus lourdes sur le plan de la procédure du recouvrement de factures. Autrement dit, une telle réglementation généralisée est-elle nécessaire pour réaliser l'objectif poursuivi par le législateur et l'atténuation générale de la liberté d'entreprendre qui en découle peut-elle encore être considérée comme proportionnée à cet objectif?

Corrélativement, on peut se demander si la réglementation proposée, d'une manière générale, est en adéquation suffisante avec l'objectif qui la sous-tend et s'il ne vaudrait pas mieux que le législateur – dans le contexte de la liberté d'entreprendre – opte pour une approche plus graduelle de la problématique

“met inachtneming van de in België van kracht zijnde internationale verdragen, van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid zoals vastgesteld door of krachtens de internationale verdragen en de wet”. De vrijheid van ondernemen dient derhalve in samenhang te worden gelezen met de toepasselijke bepalingen van het Europees Unierecht, alsook met artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'. Ten slotte wordt de vrijheid van ondernemen eveneens gewaarborgd door artikel 16 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

Het Grondwettelijk Hof wees er reeds op dat de vrijheid van ondernemen niet als een absolute vrijheid kan worden opgevat en dat zij niet belet dat de wetgever de economische bedrijvigheid van personen en ondernemingen regelt. De wetgever zou volgens het Hof pas onredelijk optreden indien hij de vrijheid van ondernemen zou beperken zonder dat daartoe enige noodzaak bestaat of indien die beperking onevenredig zou zijn met het nagestreefde doel.²

Het komt de Raad van State, afdeling Wetgeving, voor dat – om aan te sluiten bij het aangehaalde standpunt van het Grondwettelijk Hof – kan worden gebillijkt dat de wetgever maatregelen uitwerkt waarmee overmatige schuldenlast en misbruiken bij de minnelijke invordering van schulden van de consument worden tegengegaan en dat vanuit die optiek de voorgestelde regeling in meerdere of mindere mate neerkomt op een noodzakelijke tempering van de vrijheid van ondernemen.

Of die tempering ook als zijnde evenredig kan worden beschouwd met de aan het wetsvoorstel ten grondslag liggende doelstellingen is volgens de Raad van State, afdeling Wetgeving, minder voor de hand liggend, rekening houdend met de algemene draagwijdte van de beoogde regeling die in beginsel geldt voor alle ondernemingen en consumenten van zodra een factuur wordt opgesteld. Op die wijze overstijgt de voorgestelde regeling immers de bescherming van het segment van consumenten dat om uiteenlopende redenen, waaronder kansarmoede er één van kan zijn, bij uitstek wordt geconfronteerd met betalingsachterstand. Vraag is met andere woorden of de voorgestelde regeling niet veeleer is bestemd om een bepaald deelpubliek van consumenten van een bijzondere bescherming te voorzien, waarbij dan de vraag rijst of daartoe dan in een dermate algemene regeling moet worden voorzien die – in al haar aspecten – alle categorieën consumenten betreft en alle ondernemingen met zwaardere verplichtingen confronteert op het vlak van de procedure van invordering van facturen. Is met andere woorden een dergelijke veralgemeende regeling noodzakelijk om het door de wetgever beoogde doel te realiseren en kan de eruit voortvloeiende algemene tempering van de vrijheid van ondernemen alsnog als zijnde evenredig met dat doel worden beschouwd?

In samenhang hiermee kan men zich afvragen of de voorgestelde regeling in haar algemeenheid voldoende is afgestemd op de doelstelling die eraan ten grondslag ligt en of de wetgever – tegen de achtergrond van de vrijheid van ondernemen – niet het best voor een meer graduele benadering van

² Voir C.C., 23 janvier 2014, n° 6/2014, B.34; C.C., 28 avril 2016, n° 56/2016, B.18.1-B.18.4.

² Zie GwH 23 januari 2014, nr. 6/2014, B. 34; GwH 28 april 2016, nr. 56/2016, B.18.1-B.18.4.

en précisant certains points de la réglementation. Cela serait par exemple envisageable en ce qui concerne les entreprises qui relèvent de l'application de la réglementation proposée³⁻⁴ ou sur le plan du montant de la facture.

Abstraction faite de ce qui précède, le législateur devra par ailleurs être suffisamment attentif à certains effets secondaires excessifs ou indésirables de la réglementation proposée. Ainsi, la question se pose, par exemple, de savoir si la réglementation proposée ne favorisera pas une augmentation disproportionnée du nombre de paiements en espèces, compte tenu du fait que l'établissement d'une facture n'est pas obligatoire.

Il revient au législateur d'adapter, le cas échéant, la réglementation proposée, ou de préciser dans les développements, à la lumière des observations précitées, pourquoi il n'est pas donné suite à celles-ci.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

5. À l'article 2, alinéa 1^{er}, de la proposition, il est fait mention du "paiement de dettes par le consommateur à une entreprise". Pareille mention est toutefois trop générale et, donc, incorrecte: les "dettes" peuvent en effet toujours être remboursées en liquide. À l'article 2, alinéa 1^{er}, de la proposition, il y a lieu dès lors – eu égard à l'intention qui sous-tend la proposition de loi – de préciser que la réglementation proposée s'applique au paiement par le consommateur à une entreprise d'une facture établie par cette dernière (plutôt qu'"au paiement de dettes par le consommateur à une entreprise").

6. L'article 2, alinéa 2, de la proposition, est rédigé comme suit:

"Par un arrêté délibéré en Conseil des ministres le Roi peut rendre les dispositions de la présente loi applicables à d'autres personnes que des entreprises, lorsqu'elles traitent avec des consommateurs."

Cette délégation de pouvoir au Roi concerne un aspect essentiel de la réglementation proposée, à savoir son champ d'application. Sans que, pour autant, la délégation puisse être considérée comme inconstitutionnelle, elle peut néanmoins présenter des inconvénients en ce qui concerne la clarté et la transparence de la réglementation proposée, la légitimité démocratique et l'absence d'examen parlementaire de la mise en balance des intérêts y afférente. Il revient au législateur

³ Voir d'ailleurs à cet égard les amendements n^{os} 9, 16 et 17. La procédure de recouvrement proposée pourra, le cas échéant, être de nature à entraîner des problèmes de liquidité ou de solvabilité pour des petites ou moyennes entreprises.

⁴ À partir du moment où certaines catégories d'entreprises sont dispensées de la réglementation proposée, cette dispense devra évidemment pouvoir être justifiée au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

de la problématique zou opteren door de regeling op bepaalde punten te specificeren. Dit zou bijvoorbeeld kunnen op het vlak van de ondernemingen die onder de toepassing van de voorgestelde regeling worden gebracht³⁻⁴ of op het vlak van het factuurbedrag.

Afgezien van wat voorafgaat, dient de wetgever tevens voldoende oog te hebben voor bepaalde te vergaande of ongewenste neveneffecten van de voorgestelde regeling. Zo rijst bijvoorbeeld de vraag of de voorgestelde regeling niet een onevenredige toename van het aantal contante betalingen in de hand zal werken, ermee rekening houdend dat het opstellen van een factuur niet verplicht is.

Het staat aan de wetgever om in voorkomend geval de voorgestelde regeling aan te passen, dan wel in het licht van de voorgaande opmerkingen in de toelichting te verduidelijken waarom niet op die opmerkingen wordt ingegaan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

5. In artikel 2, eerste lid, van het voorstel, wordt melding gemaakt van "de betaling van schulden door een consument aan een onderneming". Dergelijke vermelding is evenwel te ruim en daardoor niet correct: "schulden" kunnen immers nog steeds door middel van contant geld worden afgelost. In artikel 2, eerste lid, van het voorstel, moet bijgevolg – gelet op de bedoeling die aan het wetsvoorstel ten grondslag ligt – worden geëxpliciteerd dat de voorgestelde regeling van toepassing is op de betaling door de consument aan een onderneming van een door deze laatste opgestelde factuur (in plaats van "op de betaling van schulden door een consument aan een onderneming").

6. Artikel 2, tweede lid, van het voorstel, luidt:

"Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kan de Koning de bepalingen van deze wet van toepassing verklaren op andere personen dan ondernemingen, wanneer zij handelen met consumenten."

De betrokken delegatie van bevoegdheid aan de Koning heeft betrekking op een essentieel onderdeel van de voorgestelde regeling, namelijk op het toepassingsgebied ervan. Zonder dat de delegatiebepaling om die reden als ongrondwettig valt te beschouwen, kan deze desalniettemin nadelen vertonen op het vlak van de duidelijkheid en transparantie van de voorgestelde regeling, de democratische legitimiteit en het ontbreken van een parlementaire bespreking van de

³ Zie in dat verband trouwens de amendementen nrs. 9, 16 en 17. De voorgestelde invorderingsprocedure zal in voorkomend geval van aard kunnen zijn om bij kleine of middelgrote ondernemingen liquiditeits- of solvabiliteitsproblemen teweeg te brengen.

⁴ Van zodra bepaalde categorieën ondernemingen van de voorgestelde regeling zouden worden vrijgesteld zal die vrijstelling uiteraard moeten kunnen worden verantwoord in het licht van de grondwettelijke beginselen inzake gelijkheid en niet-discriminatie.

de déterminer les conséquences qu'il entend associer aux inconvénients énumérés.

Article 3

7. À moins que l'intention ne soit de restreindre la référence à la notion d'“entreprise” visée à l'article 1.8, 39°, du Code de droit économique, à la notion telle qu'elle a été insérée par la loi du 15 avril 2018 ‘portant réforme du droit des entreprises’, à l'exclusion d'éventuelles modifications ultérieures, mieux vaut supprimer le membre de phrase “, inséré par la loi du 15 avril 2018 portant réforme du droit des entreprises” figurant à la fin de l'article 3, 2°, de la proposition.

Une observation similaire peut être formulée en ce qui concerne la référence aux dispositions du Code de droit économique inscrite à l'article 20 de la proposition de loi.

8. L'article 3, 3°, de la proposition de loi définit la notion de “jour ouvrable”. Cette notion n'apparaît toutefois que dans une seule disposition de la proposition de loi, à savoir à l'article 7 qui prévoit que la facture est envoyée dans un délai de sept “jours ouvrables” après la date de la facture. Toutes les autres dispositions de la proposition de loi font mention de “jours calendrier” ou de “jour(s)”. Indépendamment de la question de savoir s'il est dès lors recommandé ou utile d'opter pour une définition distincte de la notion de “jour ouvrable” à l'article 3, 3°, de la proposition et s'il ne serait pas préférable d'intégrer la définition concernée dans l'article 7 de la proposition, il y a lieu de souligner qu'il importe, pour la clarté de la réglementation proposée, d'uniformiser autant que possible la terminologie employée dans la proposition de loi, d'autant que plusieurs de ses dispositions usent de notions qui font courir un délai déterminé et précis et que certains effets juridiques sont assortis au non-respect de ces délais. Le législateur appréciera si, dans ces circonstances, il souhaite s'en tenir à l'utilisation de la notion de “jour ouvrable”.

Article 4

9. Selon l'article 4, § 2, de la proposition, le juge peut déroger aux restrictions visées au paragraphe 1^{er} de l'article lorsque l'entreprise démontre que son préjudice est supérieur. Il ne peut s'en déduire clairement que moyennant la preuve du préjudice réel, l'entreprise peut également obtenir du juge l'indemnisation des frais lorsque les conditions contractuelles ne le prévoient pas. Dans un souci de clarté, il paraît préférable sur ce point de délimiter davantage la portée du mot “restrictions” figurant à l'article 4, § 2, de la proposition.

10. Le délai dont dispose le consommateur pour effectuer le paiement sans que des frais supplémentaires lui soient portés en compte, est mentionné à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 6°, de la proposition. Mieux vaudrait dès lors faire état, à la fin de

desbetreffende belangenafweging. Het staat aan de wetgever om te bepalen welke gevolgen hij wenst te hechten aan de opgesomde nadelen.

Artikel 3

7. Tenzij het de bedoeling zou zijn om de verwijzing naar het begrip “onderneming”, in artikel 1.8, 39°, van het Wetboek van economisch recht, te beperken tot het begrip zoals het werd ingevoegd bij de wet van 15 april 2018 ‘houdende hervorming van het ondernemingsrecht’, met uitsluiting van eventuele latere wijzigingen, wordt de zinsnede “, ingevoegd bij de wet van 15 april 2018 houdende hervorming van het ondernemingsrecht” het best geschrapt aan het einde van artikel 3, 2°, van het voorstel.

Een gelijkaardige opmerking kan worden gemaakt bij de verwijzing naar bepalingen van het Wetboek van economisch recht onder artikel 20 van het wetsvoorstel.

8. In artikel 3, 3°, van het wetsvoorstel, wordt het begrip “werkdag” omschreven. Dat begrip komt evenwel in slechts één enkele bepaling van het wetsvoorstel voor, namelijk in artikel 7 waarin wordt bepaald dat de factuur wordt verzonden binnen een termijn van zeven “werkdagen” na factuurdatum. In alle andere bepalingen van het wetsvoorstel wordt melding gemaakt van “kalenderdagen” of “dag(en)”. Afgezien van de vraag of het derhalve aanbeveling verdient of nuttig is om te opteren voor een afzonderlijke definitie van het begrip “werkdag” in artikel 3, 3°, van het voorstel, en of de betrokken omschrijving niet beter zou worden geïntegreerd in artikel 7 van het voorstel, moet erop worden gewezen dat het voor de duidelijkheid van de voorgestelde regeling van belang is dat een zo eenvormig mogelijk begrippenapparaat wordt gebruikt in het wetsvoorstel, temeer daar het in diverse bepalingen ervan gaat om het gebruik van begrippen die een bepaalde, precies omschreven termijn doen ingaan en aan het niet-naleven van die termijnen bepaalde rechtsgevolgen zijn verbonden. De wetgever zal erover oordelen of hij in die omstandigheden aan het gebruik van het begrip “werkdag” wenst vast te houden.

Artikel 4

9. Luidens artikel 4, § 2, van het voorstel, kan de rechter afwijken van de beperkingen bedoeld in paragraaf 1 van het artikel wanneer de onderneming bewijst dat haar schade hoger ligt. Uit deze bepaling valt niet duidelijk af te leiden of de onderneming van de rechter, mits bewijs van de werkelijke schade, ook de vergoeding van kosten kan bekomen indien hier niet in is voorzien in de contractuele voorwaarden. Ter wille van de duidelijkheid lijkt de draagwijdte van het woord “beperkingen”, in artikel 4, § 2, van het voorstel, op dat punt het best nader te worden afgebakend.

10. De termijn waarover de consument beschikt om de betaling uit te voeren, zonder dat hem bijkomende kosten in rekening zullen worden gebracht, wordt vermeld in artikel 8, § 3, eerste lid, 6°, van het voorstel. Het verdient derhalve de

l'article 4, § 3, de la proposition, de l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 6°, et non de l'article 8, § 4, de la proposition, qui contient déjà lui-même une référence à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 6°.

11. L'article 4, § 4, de la proposition confère au Roi le pouvoir de fixer des montants maximaux pour les frais de recouvrement "de façon générale ou pour certains secteurs" ainsi que de modifier le pourcentage par lequel le taux d'intérêt légal peut être majoré. En ce qui concerne ces délégations de pouvoir au Roi, on peut rappeler l'observation formulée au point 6 visant l'article 2, alinéa 2, de la proposition.

Article 6

12. L'article 6, § 2, de la proposition dispose que le délai entre la date de la facture et la date d'exécution de la domiciliation peut être limité à dix jours calendrier lorsque le consommateur peut librement choisir la date à laquelle la domiciliation est exécutée. On n'aperçoit pas clairement la raison pour laquelle il peut être prévu, dans ce cas, un délai de domiciliation autre que le délai minimal de principe de vingt jours calendrier après la date limite d'envoi de la facture lorsque celle-ci est payée par domiciliation.

Invité à donner des précisions à ce sujet, le délégué a déclaré ce qui suit:

"Bij domiciliëring gaat het normaal om herhaalde periodieke betalingen. Het wetsvoorstel wil dat de consument beter gewapend is om zijn betalingen te regelen in functie van zijn inkomen en de datum waarop hij dit verwerft. Zo kan hij beter plannen en laattijdige betalingen vermijden. Wanneer hij voor terugkerende schulden kan kiezen wanneer zijn rekening wordt gedebiteerd, kan hij die datum laten vastleggen op een ogenblik dat hij (nog) zeker is dat er voldoende provisie is op zijn bankrekening, omdat hij kort daarvoor zijn inkomen heeft verworven. Het is daarom niet nodig dat de algemene minimale termijn tussen factuurdatum en uiterste betaaldatum als dusdanig geldt. Hij heeft echter niet de keuze wanneer een onderneming zijn factuur zal opmaken als er geen domiciliëring is"⁵.

Compte tenu de l'explication fournie par le délégué, dont il ressort que le législateur entend permettre en substance au consommateur de faire correspondre son paiement le plus étroitement possible aux fluctuations réelles de ses avoirs en compte, il peut être envisagé de préciser dans l'article 6, § 2, de la proposition de loi que lorsque le consommateur peut choisir librement la date à laquelle la domiciliation est exécutée, il peut accepter un délai plus court entre la date de

voorkeur om aan het einde van artikel 4, § 3, van het voorstel, naar artikel 8, § 3, eerste lid, 6°, te verwijzen en niet naar artikel 8, § 4, van het voorstel, dat zelf al een verwijzing bevat naar artikel 8, § 3, eerste lid, 6°.

11. In artikel 4, § 4, van het voorstel, wordt aan de Koning de bevoegdheid verleend om "op algemene wijze of voor bepaalde sectoren" maximale bedragen van de invorderingskosten vast te stellen alsook het percentage te wijzigen waarmee de wettelijke intrestvoet kan worden vermeerderd. Bij deze bevoegdheidsdelegaties aan de Koning kan de opmerking worden herhaald die *sub* 6 bij artikel 2, tweede lid, van het voorstel werd gemaakt.

Artikel 6

12. In artikel 6, § 2, van het voorstel, wordt bepaald dat de termijn tussen de factuurdatum en de datum van uitvoering van de domiciliëring mag worden beperkt tot tien kalenderdagen wanneer de consument vrij de datum kan kiezen waarop de domiciliëring wordt uitgevoerd. Het is niet duidelijk waarom in dit geval in een andere domiciliëringstermijn kan worden voorzien dan de principiële minimale termijn van twintig kalenderdagen na de uiterste datum van verzending van de factuur wanneer deze via domiciliëring wordt betaald.

Hierover om nadere toelichting verzocht, deelde de gemachtigde het volgende mee:

"Bij domiciliëring gaat het normaal om herhaalde periodieke betalingen. Het wetsvoorstel wil dat de consument beter gewapend is om zijn betalingen te regelen in functie van zijn inkomen en de datum waarop hij dit verwerft. Zo kan hij beter plannen en laattijdige betalingen vermijden. Wanneer hij voor terugkerende schulden kan kiezen wanneer zijn rekening wordt gedebiteerd, kan hij die datum laten vastleggen op een ogenblik dat hij (nog) zeker is dat er voldoende provisie is op zijn bankrekening, omdat hij kort daarvoor zijn inkomen heeft verworven. Het is daarom niet nodig dat de algemene minimale termijn tussen factuurdatum en uiterste betaaldatum als dusdanig geldt. Hij heeft echter niet de keuze wanneer een onderneming zijn factuur zal opmaken als er geen domiciliëring is."⁵

Rekening houdend met de door de gemachtigde verstrekte toelichting waaruit blijkt dat de wetgever het de consument in essentie wil mogelijk maken om zijn betaling zo nauw mogelijk te laten aansluiten bij de concrete fluctuaties van zijn rekeningtegoeden, kan worden overwogen om in artikel 6, § 2, van het wetsvoorstel, te expliciteren dat, wanneer de consument vrij de datum kan kiezen waarop de domiciliëring wordt uitgevoerd, hij mag instemmen met een kortere termijn

⁵ Le délégué se réfère en outre à la précision apportée dans le *Doc. parl.* Chambre 2019-20, n°55-0267/002, 20, où il est relevé qu'il arrive "qu'au moment de la conclusion du contrat, les parties conviennent d'un jour déterminé pour l'exécution de la domiciliation. Dans un tel cas, il n'est pas nécessaire de prévoir un aussi long délai pour le paiement, puisque le consommateur a pu faire un choix au moment de la conclusion du contrat et qu'il connaît par conséquent le moment exact où le paiement sera exécuté".

⁵ De gemachtigde verwijst tevens naar de verduidelijking die is opgenomen in *Parl. St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0267/002, 20, waarin erop wordt gewezen dat het voorkomt "dat bij de contractsluiting een vaste dag wordt afgesproken voor de betaling via domiciliëring. In deze situatie is het niet nodig in deze lange betalingstermijn te voorzien. De consument heeft dan immers bij de aanvang van het contract de keuze kunnen maken en hij kent zo het precieze moment van betaling".

la facture et la date d'exécution de la domiciliation sans que ce délai puisse toutefois être inférieur à dix jours calendrier.

La question se pose en outre de savoir si, dans ce cas, la réduction du délai entre la date de la facture et la date de la domiciliation a pour effet de raccourcir également le délai de paiement, visé à l'article 6, § 1^{er}, de la proposition, ou si le délai "d'au moins vingt jours calendrier" reste d'application, de sorte que le délai du premier rappel de paiement et le délai pour le paiement complémentaire, visés à l'article 8 de la proposition, ne commencent à courir qu'à l'expiration du délai de paiement et non à l'échéance de la date de domiciliation convenue.

Article 8

13. L'article 8, § 4, de la proposition, prévoit notamment que l'envoi du rappel de paiement doit se faire "au plus tard le troisième jour après la date que porte le rappel de paiement". Eu égard à l'observation formulée au point 8, il est préférable de remplacer le mot "jour" par le mot "jour calendrier", sauf indication contraire.

Article 10

14. L'article 10 de la proposition vise à modifier le champ d'application de la loi du 20 décembre 2002. Consécutivement à cette modification, les articles 9 à 13 de la loi s'appliqueront au recouvrement amiable des dettes effectué par un avocat, un officier ministériel ou un mandataire de justice dans l'exercice de sa profession ou de sa fonction. Les catégories de personnes précitées seront dès lors soumises au contrôle de l'Inspection économique, alors que les dispositions de la loi relatives à l'action en cessation (articles 9 et 10), à la recherche et à la constatation des actes interdits (article 11), à l'avertissement (article 12) et à la proposition de transaction (article 13) leur seront applicables.

Les développements apportent les précisions suivantes à ce sujet:

"Rien ne justifie qu'ils continuent à échapper à ce contrôle qui a fait preuve de son efficacité vis-à-vis d'autres entreprises qui ont une activité de recouvrement amiable. D'ailleurs, en ce qui concerne le livre XIV du Code de droit économique, ils sont déjà soumis au contrôle de l'Inspection économique. En effet, dans plusieurs de ses arrêts, la Cour constitutionnelle avait déjà jugé que les titulaires d'une profession libérale sont tout aussi bien des entrepreneurs et qu'il n'existe aucune raison pour faire une distinction entre eux et les autres entreprises. Suite à la loi du 15 avril 2018 portant réforme du droit des entreprises, le livre XIV CDE sera abrogé et les huissiers de justice et les avocats et tous les autres titulaires d'une

tussen de factuurdatum en de datum van uitvoering van de domiciliëring, zonder dat deze termijn evenwel minder dan tien kalenderdagen mag bedragen.

Voorts rijst de vraag of in dat geval de kortere termijn tussen de factuurdatum en de datum van domiciliëring tot gevolg heeft dat de betalingstermijn, bedoeld in artikel 6, § 1, van het voorstel, eveneens wordt ingekort, dan wel of de termijn "van minstens twintig kalenderdagen" blijft gelden waardoor de termijn voor de eerste herinnering en de bijkomende betalingstermijn bedoeld in artikel 8 van het voorstel pas beginnen te lopen na afloop van de betalingstermijn en niet na het verstrijken van het overeengekomen tijdstip van domiciliëring.

Artikel 8

13. In artikel 8, § 4, van het voorstel, wordt onder meer bepaald dat de verzending van de betalingsherinnering dient te gebeuren "uiterlijk de derde dag na de datum vermeld op de betalingsherinnering". Met verwijzing naar de opmerking *sub* 8 wordt, tenzij anders bedoeld, het woord "dag" beter vervangen door het woord "kalenderdag".

Artikel 10

14. Artikel 10 van het voorstel beoogt het toepassingsgebied van de wet van 20 december 2002 te wijzigen. Als gevolg van die wijziging zullen de artikelen 9 tot 13 van de wet van toepassing worden op de minnelijke invordering van schulden die worden verricht door een advocaat, een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijk mandataris in de uitoefening van zijn beroep of ambt. De voornoemde categorieën personen zullen daardoor onder het toezicht van de Economische Inspectie vallen, terwijl ook de bepalingen van de wet inzake de vordering tot staking (artikelen 9 en 10), de opsporing en vaststelling van de verboden daden (artikel 11), de waarschuwing (artikel 12) en het voorstel van transactie (artikel 13) op hen van toepassing zullen worden.

In de toelichting wordt daarover het volgende verduidelijkt:

"Er is geen reden waarom zij verder zouden moeten ontsnappen aan dit toezicht, dat heeft bewezen effectief te zijn ten aanzien van andere ondernemingen die een activiteit van minnelijke invordering hebben. Wat betreft boek XIV van het Wetboek van economisch recht vallen ze trouwens al onder dit toezicht van de Economische Inspectie. Het Grondwettelijk Hof had immers in verschillende arresten geoordeeld dat beoefenaars van vrije beroepen evengoed ondernemers zijn en dat er geen redenen bestaan om een onderscheid te maken tussen hen en andere ondernemingen. Als gevolg van de wet van 15 april 2018 houdende hervorming van het ondernemingsrecht zal boek XIV WER trouwens opgeheven

profession libérale tomberont sous les règles du livre VI CDE à partir du 1^{er} novembre 2018⁶.

Il peut toutefois être recommandé de compléter le texte de la proposition de loi – par exemple dans son titre 4 – par une disposition allant dans le sens de l'article XV.10/1 du Code de droit économique, qui, en vue de protéger efficacement le consommateur dans sa relation de confidentialité avec le titulaire d'une profession libérale, a été inséré dans ce code par l'article 198 de la loi du 15 avril 2018 'portant réforme du droit des entreprises'⁷.

Article 11

15. Dans la mesure du possible, il convient de ne pas inscrire d'exemples dans un texte normatif qui, en principe, ne peut comporter que des règles de droit. Mieux vaudrait donc inscrire dans les développements et non dans le texte de la proposition l'exemple qui est donné à l'article 11 de la proposition de loi⁸.

Article 15

16. L'article 15, 3°, de la proposition, a pour objet de remplacer dans le texte néerlandais de l'article 6, § 2, 5°, de la loi du 20 décembre 2002 les mots "de schuldenaar" par les mots "de schuldeiser". La modification ainsi proposée ne tient toutefois pas suffisamment compte du fait que les mots "de schuldenaar" apparaissent deux fois dans l'article 6, § 2, 5°, de la loi précitée et qu'ils ne doivent être remplacés qu'une seule fois par les mots "de schuldeiser". Afin de ne laisser subsister aucune équivoque à cet égard, mieux vaudrait rédiger l'article 15, 3°, de la proposition comme suit: "dans le texte néerlandais du 5° les mots 'de schuldenaar tot andere maatregelen tot invordering kan overgaan' sont remplacés par les mots 'de schuldeiser tot andere maatregelen tot invordering kan overgaan'".

Article 16

17. L'article 7, proposé, de la loi du 20 décembre 2002 ne reproduit aucune disposition allant dans le sens de l'actuel article 7, alinéa 2, de la loi, selon lequel lors de chaque paiement complet ou partiel d'une dette à l'occasion d'une visite domiciliaire, un reçu, mentionnant la dette, objet du paiement, doit être délivré. À cet égard, le délégué a communiqué ce qui suit: "Het is niet de bedoeling geweest ook dit lid van artikel 7 op te heffen. Dus dit lid zou best hernomen worden in een § 4

worden en zullen gerechtsdeurwaarders en advocaten en alle andere beoefenaars van een vrij beroep vanaf 1 november 2018 onder de regels vallen van boek VI WER"⁶.

Wel kan het aanbeveling verdienen om de tekst van het wetsvoorstel – bijvoorbeeld in titel 4 ervan – aan te vullen met een bepaling in de zin van artikel XV.10/1 van het Wetboek van economisch recht dat, teneinde de bescherming van de consument in zijn vertrouwelijkheidsrelatie met de beoefenaar van een vrij beroep afdoende te beschermen, in dat wetboek werd ingevoegd door artikel 198 van de wet van 15 april 2018 'houdende hervorming van het ondernemingsrecht'⁷.

Artikel 11

15. Er moet in de mate van het mogelijke worden vermeden om voorbeelden op te nemen in een normatieve tekst die in beginsel enkel uit rechtsregels mag bestaan. Het voorbeeld dat in artikel 11 van het wetsvoorstel wordt gegeven, zou dan ook het best in de toelichting en niet in de tekst van het voorstel worden opgenomen.⁸

Artikel 15

16. Artikel 15, 3°, van het voorstel, strekt ertoe om in de Nederlandse tekst van artikel 6, § 2, 5°, van de wet van 20 december 2002 de woorden "de schuldenaar" te vervangen door de woorden "de schuldeiser". De aldus voorgestelde wijziging houdt er evenwel onvoldoende rekening mee dat de woorden "de schuldenaar" twee keer voorkomen in artikel 6, § 2, 5°, van de voornoemde wet, en dat deze slechts één keer door de woorden "de schuldeiser" moeten worden vervangen. Teneinde daar geen onduidelijkheid over te laten bestaan, zou artikel 15, 3°, van het voorstel, beter worden geredigeerd als volgt: "in de bepaling onder 5° worden de woorden 'de schuldenaar tot andere maatregelen tot invordering kan overgaan' vervangen door de woorden 'de schuldeiser tot andere maatregelen tot invordering kan overgaan'".

Artikel 16

17. In het voorgestelde artikel 7 van de wet van 20 december 2002 wordt geen bepaling hernomen in de zin van het bestaande artikel 7, tweede lid, van de wet, naar luid waarvan bij iedere volledige of gedeeltelijke betaling van een schuld tijdens het huisbezoek een ontvangstbewijs, met een verwijzing naar de betaalde schuld, moet worden afgegeven. De gemachtigde deelde in dat verband het volgende mee: "Het is niet de bedoeling geweest ook dit lid van artikel 7 op te

⁶ *Doc. parl.*, Chambre, 2019-20, n°55-0620/001, 11 et n° 55-0267/002, 22-23.

⁷ Voir, concernant l'article XV.10/1, ainsi inséré dans le Code de droit économique, *Doc. parl.* Chambre 2017-18, n° 54-2828/001, 39-40.

⁸ Voir, en ce sens, l'amendement n° 12.

⁶ *Parl. St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0620/001, 11, en nr. 55-0267/002, 22-23.

⁷ Zie, in verband met het aldus in het Wetboek van economisch recht ingevoegde artikel XV.10/1, *Parl. St.* Kamer 2017-18, nr. 54-2828/001, 39-40.

⁸ Zie in die zin het amendement nr. 12.

van het nieuwe artikel 7". Le texte de la proposition de loi sera complété sur ce point dans le sens indiqué par le délégué.

18. Compte tenu de la modification que l'article 15, 5°, de la proposition entend apporter à l'article 6, § 2, de la loi du 20 décembre 2002, on écrira à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, proposé, de la même loi "... contenant toutes les données visées à l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, 1° et 6°" au lieu de "... contenant toutes les données visées à l'article 6, § 2, 1° et 6°". À l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, proposé, on écrira "Le document visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, contient..." au lieu de "Le document visé au 3° contient...".

Article 19

19. L'adaptation de l'article 9 de la loi du 20 décembre 2002 visée par l'article 19 de la proposition – à savoir le remplacement des mots "tribunal de commerce" par les mots "tribunal de l'entreprise" – a déjà été opérée par l'article 252 de la loi du 15 avril 2018 'portant réforme du droit des entreprises'. Il y a donc lieu d'omettre l'article 19 de la proposition de loi.

Article 22

20. L'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, de la proposition dispose que les procès-verbaux établis par les fonctionnaires concernés font foi jusqu'à preuve du contraire.

La Cour constitutionnelle a déjà souligné qu'une telle règle constitue une exception à la règle générale selon laquelle un procès-verbal vaut comme simple renseignement et, par conséquent, également au régime de la libre administration de la preuve en matière répressive, selon lequel le juge apprécie, en fonction de sa propre conviction, la valeur probante d'un élément déterminé. La différence de traitement qui en résulte doit dès lors être raisonnablement justifiée et ne peut restreindre les droits du prévenu d'une manière disproportionnée⁹. La Cour a observé que le caractère très technique de la réglementation et la difficulté corrélative de constater les infractions à celle-ci peuvent faire en sorte qu'il n'est pas déraisonnable d'attribuer aux procès-verbaux rédigés par les agents commissionnés une force probante particulière¹⁰.

Il revient aux auteurs de la proposition de loi de s'assurer que les dispositions proposées peuvent être considérées comme étant d'une technicité telle qu'il peut se justifier d'attribuer aux procès-verbaux concernés force probante jusqu'à preuve du contraire. Dans l'affirmative, cette appréciation devra toutefois être justifiée. Il pourra alors être envisagé de

heffen. Dus dit lid zou best hernomen worden in een § 4 van het nieuwe artikel 7." De tekst van het wetsvoorstel zal op dat punt moeten worden aangevuld in de door de gemachtigde aangegeven zin.

18. Rekening houdend met de wijziging die artikel 15, 5°, van het voorstel, beoogt aan te brengen in artikel 6, § 2, van de wet van 20 december 2002, schrijve men in het voorgestelde artikel 7, § 1, eerste lid, 3°, van dezelfde wet "... de gegevens ... bedoeld in artikel 6, § 2, eerste lid, 1° en 6°" in plaats van "... de gegevens ... bedoeld in artikel 6, § 2, 1° en 6°". In het voorgestelde artikel 7, § 1, tweede lid, schrijve men "Het document bedoeld in het eerste lid, 3°, bevat ..." in plaats van "Het document bedoeld onder 3° bevat ...".

Artikel 19

19. De door artikel 19 van het voorstel beoogde aanpassing van artikel 9 van de wet van 20 december 2002 – de vervanging van de woorden "rechtbank van koophandel" door het woord "ondernemingsrechtbank" – is reeds gebeurd door artikel 252 van de wet van 15 april 2018 'houdende hervorming van het ondernemingsrecht'. Artikel 19 dient derhalve uit het wetsvoorstel te worden weggelaten.

Artikel 22

20. In artikel 22, § 2, eerste lid, van het voorstel, wordt bepaald dat de door de betrokken ambtenaren opgestelde processen-verbaal bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel.

Het Grondwettelijk Hof heeft erop gewezen dat een dergelijke regel een uitzondering vormt op de algemene regel dat een proces-verbaal geldt als een loutere inlichting en derhalve ook op de regel van de vrije bewijslevering in strafzaken, waarbij de rechter, naar eigen overtuiging, de bewijswaarde beoordeelt van een bepaald element. Voor het verschil in behandeling dat eruit voortvloeit dient dan ook een redelijke verantwoording te bestaan en het mag de rechten van de beklaagde niet op een onevenredige wijze beperken.⁹ Het Hof heeft er eveneens op gewezen dat het zeer technische karakter van de regelgeving en de daarmee samenhangende moeilijkheid om de inbreuken op die regelgeving vast te stellen, van aard kunnen zijn om het niet onredelijk te maken dat aan processen-verbaal die door de aangestelde ambtenaren worden opgesteld, een bijzondere wettelijke bewijswaarde wordt toegekend.¹⁰

Het staat aan de indieners van het wetsvoorstel om zich ervan te vergewissen dat de voorgestelde regeling als dermate technisch kan worden beschouwd dat kan worden gebillijkt dat aan de betrokken processen-verbaal bewijswaarde wordt verleend tot het tegendeel is bewezen. In bevestigend geval dient dat oordeel wel te kunnen worden verantwoord. Er kan

⁹ Voir par exemple: C.C., 6 avril 2000, n° 40/2000, B.14.1; C.C., 14 février 2001, n° 16/2001, B.12.1; C.C., 19 décembre 2013, n° 178/2013, B.8; C.C., 17 mars 2016, n° 45/2016, B.4.

¹⁰ C.C., 14 octobre 2010, n° 111/2010, B.12.3.

⁹ Zie bijvoorbeeld: GwH 6 april 2000, nr. 40/2000, B.14.1; GwH 14 februari 2001, nr. 16/2001, nr. 16/2001, B.12.1; GwH 19 december 2013, nr. 178/2013, B.8; GwH 17 maart 2016, nr. 45/2016, B.4.

¹⁰ GwH 14 oktober 2010, nr. 111/2010, B.12.3.

faire figurer pareille justification dans les développements de la proposition de loi.

Article 24

21. Le cas échéant, les fonctionnaires concernés pourront être soumis à la surveillance du procureur fédéral. Il n'est, semble-t-il, pas exclu que des infractions à la réglementation proposée puissent aussi donner lieu à des infractions pour lesquelles le parquet fédéral est compétent. La question se pose de savoir si cette hypothèse va effectivement se présenter et s'il est dès lors nécessaire de faire état explicitement, à l'article 24 de la proposition, de la surveillance par le procureur fédéral, en plus de celle exercée par le procureur général compétent.

Article 27

22. Dans un souci d'uniformité rédactionnelle et de sécurité juridique, on remplacera, à la fin de l'article 27, alinéa 2, de la proposition, le membre de phrase "les dispositions du titre 2 de la présente loi" par le membre de phrase "les dispositions du titre 2 de la présente loi et ses arrêtés d'exécution".

EXAMEN DES AMENDEMENTS (66.859/1)

Amendement n° 9

23. Selon la justification de l'amendement n° 9, celui-ci vise à clarifier le champ d'application de la réglementation proposée. La question se pose cependant de savoir s'il est de nature à atteindre cet objectif.

La définition de la notion d'"entreprise", à l'article 3, 2°, de la proposition de loi, est générale et implique que des autorités relèvent de cette notion dès lors qu'est "[poursuivi] de manière durable un but économique" et qu'une facture est soumise à un consommateur pour paiement d'une prestation exécutée pour lui. La distinction entre personnes privées et autorités ayant agi dans l'intérêt général n'est pas déterminante à cet égard¹¹, tout comme il ne faut pas, pour une bonne compréhension de la notion d'"entreprise" opérer une distinction entre des "entreprises *stricto sensu*" et d'autres entreprises, comme tel est le cas dans la justification de l'amendement n° 9. Pareille distinction ne s'inscrit pas dans le cadre de la notion d'"entreprise", telle qu'elle est définie à l'article 3, 2°, de la proposition de loi, et est d'ailleurs davantage de nature à être source d'insécurité juridique plutôt qu'à avoir une fonction éclairante. Dès l'instant où des autorités relèvent de la notion précitée d'"entreprise" et qu'il convient d'appliquer la réglementation proposée, la question se pose en outre de savoir si la problématique relative à l'imposition de sanctions

¹¹ Voir C.J.U.E., 3 octobre 2013, n° C-59/12, *BKK Mobil Oil* (considérant 32) et, en ce qui concerne l'interprétation de la notion d'entreprise dans cet arrêt, G. STRAETMANS, "Onderneming, vrij beroep en consument", dans G. STRAETMANS et R. STEENNOT (eds.), *Wetboek Economisch Recht en de bescherming van de consument*, Antwerpen, Intersentia, 2015, p. 3-10.

dan worden overwogen om dergelijke verantwoording in de toelichting bij het wetsvoorstel op te nemen.

Artikel 24

21. De betrokken ambtenaren zullen in voorkomend geval kunnen zijn onderworpen aan het toezicht van de federale procureur. Blijkbaar wordt niet uitgesloten dat inbreuken op de voorgestelde regeling tevens kunnen leiden tot misdrijven waarvoor het federale parket bevoegd is. Vraag is of dergelijke hypothese zich effectief zal voordoen en of het derhalve noodzakelijk is om in artikel 24 van het voorstel, benevens van het toezicht door de bevoegde procureur-generaal, tevens expliciet melding te maken van het toezicht door de federale procureur.

Artikel 27

22. Ter wille van de redactionele eenvormigheid en de rechtszekerheid vervange men aan het einde van artikel 27, tweede lid, van het voorstel, de zinsnede "de bepalingen van titel 2 van deze wet overtreden" door de zinsnede "de bepalingen van titel 2 van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan overtreden".

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN (66.859/1)

Amendement nr. 9

23. Blijkens de verantwoording van amendement nr. 9 wordt ermee een verduidelijking van het toepassingsgebied van de voorgestelde regeling beoogd. Vraag is evenwel of het amendement van aard is om dat oogmerk te realiseren.

De omschrijving van het begrip "onderneming", in artikel 3, 2°, van het wetsvoorstel, is algemeen en heeft tot gevolg dat overheden onder dat begrip vallen van zodra "op duurzame wijze een economisch doel [wordt nagestreefd]" en er aan een consument een factuur ter betaling van een voor hem gepresteerde activiteit wordt voorgelegd. Het onderscheid tussen particuliere personen en overheden die in het algemeen belang zijn opgetreden is daarbij niet determinerend¹¹, laat staan dat voor een goed begrip van de notie "onderneming" een onderscheid zou moeten worden gemaakt tussen "ondernemingen *sensu stricto*" en andere ondernemingen, zoals in de verantwoording van amendement nr. 9 wordt gedaan. Dergelijk onderscheid valt niet in te passen in het begrip "onderneming" zoals het in artikel 3, 2°, van het wetsvoorstel wordt omschreven, en is trouwens veeleer van aard om tot rechtsonzekerheid te leiden dan verduidelijkend te werken. Eenmaal dat overheden onder het voornoemde begrip "onderneming" vallen en de voorgestelde regeling moet worden toegepast, rijst daarenboven de vraag of de problematiek

¹¹ Zie HvJ 3 oktober 2013, nr. C-59/12, *BKK Mobil Oil* (overweging 32) en, wat de interpretatie van het ondernemingsbegrip in dat arrest betreft, G. STRAETMANS, "Onderneming, vrij beroep en consument", in G. STRAETMANS en R. STEENNOT (eds.), *Wetboek Economisch Recht en de bescherming van de consument*, Antwerpen, Intersentia, 2015, p. 3-10.

administratives reste aussi pertinente que le décrit la justification de l'amendement et s'il est encore sensé de maintenir l'article 2, alinéa 3, de la proposition de loi, proposé dans l'amendement.

Le fait que l'amendement n° 9 entend également disposer que le chapitre 4 de la proposition de loi, relatif au paiement de la facture, n'est pas d'application "si et dans la mesure où le paiement de dettes du consommateur à une entreprise est déjà réglé dans une législation spécifique ou régionale"¹², revient également à confirmer de façon superflue les règles actuelles de répartition des compétences. Cette confirmation doit être omise non seulement parce qu'elle est superflue, mais aussi parce qu'elle pourrait donner erronément à penser que le législateur serait compétent pour déroger à une règle répartitrice des compétences fixée par le législateur spécial¹³. À titre accessoire, on peut aussi observer que la rédaction de l'article 2, alinéa 4, 1°, proposé, de la proposition de loi est perfectible dans la mesure où il y est fait mention du paiement des dettes du consommateur à une entreprise qui est "déjà réglé" dans une législation spécifique ou régionale. L'intention n'est sans doute pas d'exclure toute "réglementation" future pour l'application de la disposition proposée.

L'article 2, alinéa 4, 2°, de la proposition de loi, proposé par l'amendement n° 9 revient en fait à limiter le champ d'application de la réglementation proposée en excluant les "petites entreprises" qui satisfont aux critères de l'article 1^{er}.24, §§ 1^{er} à 6, du Code des sociétés et des associations. Il appartient évidemment au législateur d'opter pour une telle exclusion à

inzake het opleggen van administratieve sancties nog de relevantie vertoont die in de verantwoording bij het amendement wordt beschreven en of het nog zinvol is om het met het amendement voorgestelde artikel 2, derde lid, van het wetsvoorstel, te handhaven.

Waar het amendement nr. 9 tevens beoogt te bepalen dat hoofdstuk 4 van het wetsvoorstel, inzake de betaling van facturen, niet van toepassing is "indien en in de mate dat de betaling van schulden van de consument aan een onderneming reeds geregeld is in specifieke of regionale wetgeving"¹² lijkt dit eveneens neer te komen op een overbodige bevestiging van de bestaande bevoegdheidsverdelende regels. Dergelijke bevestiging dient niet enkel achterwege te worden gelaten omdat zij overbodig is, maar ook omdat ermee de foutieve indruk zou kunnen worden gewekt dat de wetgever bevoegd zou zijn om van door de bijzondere wetgever vastgestelde bevoegdheidsverdelende regels af te wijken.¹³ In ondergeschikte orde kan tevens worden opgemerkt dat ook de redactie van het voorgestelde artikel 2, vierde lid, 1°, van het wetsvoorstel, voor verbetering vatbaar is in zover erin melding wordt gemaakt van de betaling van schulden van de consument aan een onderneming die "reeds geregeld is" in specifieke of regionale wetgeving. Het zal allicht niet de bedoeling zijn om toekomstige "regelingen" voor de toepassing van de voorgestelde bepaling uit te sluiten.

Het bij het amendement nr. 9 voorgestelde artikel 2, vierde lid, 2°, van het wetsvoorstel, komt tot slot neer op een beperking van het toepassingsgebied van de voorgestelde regeling door middel van een uitsluiting van "kleine vennootschappen" die beantwoorden aan de criteria van artikel 1.24, §§ 1 tot 6, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Het

¹² En ce qui concerne la définition du "paiement des dettes du consommateur à une entreprise", on peut faire référence à l'observation formulée au point 5 au sujet de l'article 2, alinéa 1^{er}, de la proposition de loi. La même observation vaut à l'égard de l'article 2, alinéa 4, 2°, de la proposition de loi, proposé par l'amendement n° 9.

¹³ En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', l'autorité fédérale est compétente pour fixer les règles générales en matière de protection du consommateur. Voir aussi, entre autres, C.C., 9 juillet 2013, n° 101/2013, B.4-B.5, qui vise les travaux préparatoires au sujet de la disposition de loi spéciale précitée, où on peut notamment lire: "La sauvegarde de l'union économique et celle de l'unité monétaire passent également par le respect des normes en matière de marchés publics, de protection du consommateur, d'organisation de l'économie et de plafonds d'aides d'expansion économique aux entreprises. Ces normes restent de la compétence de l'autorité nationale. En ces matières, l'autorité nationale a la compétence de déterminer les grands principes par des règles organiques (le cadre général). L'autorité nationale et les Régions sont tenues de respecter le cadre normatif général ainsi déterminé. Toutefois, les Régions peuvent compléter ces principes, y compris par voie normative, afin de mener des politiques adaptées à leurs besoins, pour autant que celles-ci n'aillent pas à l'encontre du cadre normatif défini par l'autorité nationale. [...] [E]n ce qui concerne 'la protection des consommateurs', sont visées les normes minimales de sécurité et de qualité des biens et des services" (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n°516/1, p. 10). Dans la mesure où la législation fédérale ou régionale fixe une réglementation spécifique à un secteur, celle-ci devra respecter les principes généraux déterminés dans la loi proposée.

¹² In verband met de omschrijving van "de betaling van schulden van de consument aan een onderneming" kan worden verwezen naar de opmerking *sub* 5 bij artikel 2, eerste lid, van het wetsvoorstel. Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van het bij amendement nr. 9 voorgestelde artikel 2, vierde lid, 2°, van het wetsvoorstel.

¹³ De federale overheid is op basis van artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' bevoegd om de algemene regels vast te stellen inzake de bescherming van de consument. Zie o.m. ook GwH 9 juli 2013, nr. 101/2013, B.4-B.5, waarin wordt verwezen naar de parlementaire voorbereiding met betrekking tot de voornoemde bijzondere wetsbepaling waarin onder meer het volgende werd vermeld: "De vrijwaring van de economische unie en de monetaire eenheid gebeurt eveneens door naleving van de normen inzake de overheidsopdrachten, de bescherming van de verbruiker, de bedrijfsorganisatie en de maxima inzake economische expansiehulp aan ondernemingen. Deze normen blijven tot de bevoegdheid van de nationale overheid behoren. In deze aangelegenheden heeft de nationale overheid de bevoegdheid om de grote principes vast te leggen in organieke regels (het algemeen kader). Zowel de nationale overheid als de Gewesten zijn gehouden het aldus vastgestelde algemeen normatief kader te eerbiedigen. Nochtans kunnen de Gewesten dit vervolledigen, ook via normatieve weg, teneinde een beleid te voeren aangepast aan hun behoeften voor zover ze niet strijdig zijn met het normatief kader bepaald door de nationale overheid [...] [M]et 'de bescherming van de verbruiker' worden de minimanormen bedoeld inzake veiligheid en kwaliteit van producten en diensten" (*Parl. St. Kamer B.Z.* 1988, nr. 516/1, p. 10). Voor zover de federale of regionale wetgeving sectorspecifieke regelgeving vastlegt, zal deze de algemene principes vastgelegd in de voorgestelde wet dienen te respecteren.

condition qu'elle puisse se justifier à la lumière des principes d'égalité et de non-discrimination garantis par la Constitution. Une même observation peut être formulée au sujet de l'amendement n° 16.

Compte tenu des observations formulées à l'égard de l'amendement n° 9, il conviendra de soumettre celui-ci à une révision en profondeur.

Amendement n° 17

24. L'intention qui préside à l'amendement n° 17 est de libérer les établissements de soins de l'obligation définie à l'article 7 de la proposition de loi et consistant à envoyer la facture dans un délai de sept jours ouvrables après la date de la facture. La justification de l'amendement fait état des motifs pouvant légitimer pareille dispense à l'égard des établissements de soins, ce qui s'avère positif à la lumière de la justification nécessaire de celle-ci au regard des principes d'égalité et de non-discrimination garantis par la Constitution. Toutefois, il y a lieu d'observer que si la dispense prévue pour les établissements de soins se limite exclusivement à ce qui est énoncé à l'article 7 de la proposition de loi, aucune date limite d'envoi ne doit évidemment être prévue pour ces établissements, mais que cela a également une incidence sur l'applicabilité, aux établissements de soins, de l'ensemble du système de paiement tel qu'il découle notamment des articles 6 et 8 de la proposition. L'amendement n° 17 sera revu dans cette optique.

Le greffier,

Annemie GOOSSENS

Le président,

Marnix VAN DAMME

staat uiteraard aan de wetgever om voor dergelijke uitsluiting te opteren mits deze kan worden verantwoord in het licht van de grondwettelijk gewaarborgde beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie. Eenzelfde opmerking kan worden gemaakt bij amendement nr. 16.

Rekening houdend met de bij amendement nr. 9 geformuleerde opmerkingen zal het betrokken amendement nog aan een grondige herziening moeten worden onderworpen.

Amendement nr. 17

24. Aan amendement nr. 17 ligt de bedoeling ten grondslag om zorginstellingen vrij te stellen van de in artikel 7 van het wetsvoorstel beschreven verplichting om de factuur te verzenden binnen een termijn van zeven werkdagen na factuurdatum. In de verantwoording bij het amendement worden de redenen aangehaald die dergelijke vrijstelling ten behoeve van de zorginstellingen kunnen billijken, hetgeen positief is in het licht van de noodzakelijke verantwoording ervan ten aanzien van de grondwettelijk gewaarborgde beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie. Wel moet worden opgemerkt dat, wanneer de vrijstelling voor de zorginstellingen wordt beperkt tot uitsluitend het bepaalde in artikel 7 van het wetsvoorstel, er ten aanzien van die instellingen weliswaar geen uiterste verzendingsdatum moet worden bepaald, maar dat dit tevens gevolgen heeft voor de toepasselijkheid op de zorginstellingen van het gehele betalingssysteem zoals dat voortvloeit uit onder meer de artikelen 6 en 8 van het voorstel. Het amendement nr. 17 zal vanuit die optiek moeten worden herbekeken.

De griffier,

Annemie GOOSSENS

De voorzitter,

Marnix VAN DAMME